Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale

Membre du réseau Initiatives pour un autre monde IPAM

La réponse militaro-sécuritaire

Guerres, armées, climat

Janvier 2017

Cette publication réalisée par le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM avec la collaboration de l'Assemblée européenne des citoyens AEC/HCA-France est la deuxième d'une série « Guerres, armées, climat ».

Un premier recueil de « rapports et documents pour le débat et l'action », *Les Crises climatiques et écologiques, conflits et tensions sociales,* a été publié par l'AEC en décembre 2015 à l'occasion de la rencontre internationale organisée à l'initiative de l'AEC et du Transnational Institute les 4-5-6 décembre 2015 dans le cadre du Forum Climat à l'occasion de la COP21.

Cette deuxième publication fait suite aux débats et aux travaux menés en 2016 et notamment de l'Université de la solidarité internationale et des mouvements sociaux de Besançon en juillet 2016 aux conférences organisées à Marrakech à l'occasion de la COP22, dans le cadre de l'Espace autogéré et de la Zone verte de la société civile en novembre 2016.

Sommaire

La réponse militaro-sécuritaire

I- Climat de crise, guerres et climat
- La convergence catastrophique
- Le multiplicateur des risques
- Guerre environnementale et géo-ingénierie

II- L'empreinte des armées
- L'impact des activités militaires
- Une défense durable ?
- Financer la guerre ou la sécurité
- Le coût des OPEX, le cas de la France

III- Le complexe militaro-sécuritaire
- Sécuriser la planète ou lui faire la guerre ?
- La guerre aux frontières
- La sécurité nationale de Donald Trump

Annexes

I- L'ONU et le Traité sur le commerce des armes (Ben Cramer)

II- Dislocation, nouvelles guerres, armes et dangers nucléaires (Bernard Dreano)

III- Déclaration de Marrakech de la société civile et des mouvements sociaux africains et internationaux à l'occasion de la COP22

La réponse militaro-sécuritaire

Bernard Dreano*

La guerre est engendrée par la guerre, une vraie guerre naît d'un semblant de guerre,
Érasme de Rotterdam, *Dulce Bellum Inexpertis (1515)*

L'Organisation météorologique mondiale a confirmé ce que l'on pressentait, 2016 aura été l'année la plus chaude depuis que l'on effectue des mesures de température, et sans doute depuis des millénaires. La crise climatique annoncée s'installe. Les causes en sont bien connues : les émissions de gaz à effet de serre du fait de l'activité humaine. Rien n'assure que les signataires des accords de Paris conclus lors de la COP21 pourront tenir leurs objectifs de réduction des émissions de CO_2 dans les années qui viennent. Si c'était le cas tous les observateurs s'accordent à dire que l'accord de Paris nous conduit sur une trajectoire de + 3,5°C, loin des + 2°C de plafond annoncés. Pire si Donald Trump, nouveau président du pays champion historique de ces émissions, et actuellement deuxième émetteur de la planète, poursuit la politique qu'il a annoncée…

Ce changement climatique est déjà un facteur d'instabilité et de crise économique, politique et sociale, un « multiplicateur des menaces », dans un monde déjà marqué par les effets de l'emprise néolibérale sur le monde, les tensions économiques, les processus de dislocations sociales et politiques, la conflictualité pour l'accaparement des ressources et les guerres. Les effets du réchauffement sont déjà problématiques dans certaines régions de la planète, celles qui justement connaissent déjà les tensions les plus vives et les guerres les plus sanglantes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique sahélienne et centrale, Asie du Sud, l'*« arc des crises »* dont parle Pierre Beaudet, épicentre du désordre mondial, ou le *« tropique du chaos »* décrit par Christian Parenti.

La réponse des principaux États et des puissances économiques est d'abord « sécuritaire ». On prévoit plus d'efforts pour faire face aux « désordres » induits par la crise climatique que pour lutter contre ses causes, et *a fortiori* pour construire un monde plus équilibré et plus juste.

Les armées, les fabricants d'armements, les producteurs d'hydrocarbures, mais aussi et bien au-delà les grandes entreprises transnationales de ce qu'il faut appeler le complexe militaro-sécuritaire, tirent argument des crises actuelles et des conflits et tensions que provoquera le changement climatique pour augmenter certaines activités, planifier leur développement futur, très loin de ce qu'il faudrait faire pour lutter contre le changement climatique et souvent à l'inverse de ce qui assurerait la sécurité humaine.

Quant aux activités militaires proprement dites, telles qu'elles sont développées par les principales puissances, telles qu'elles sont annoncées dans les projets futurs, elles contribuent en soi, et de manière non négligeable à l'échelle planétaire, aux émissions de gaz à effet de serre ; mais jusqu'à présent, ces émissions militaires se perdent dans l'atmosphère sans être comptabilisées au débit de quiconque, notamment des quelques pays qui en sont responsables (et qui sont aussi les plus gros pollueurs de la planète).

***** Bernard Dreano, Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM, Paris), Assemblée européenne des citoyens (AEC Helsinki Citizens' Assembly – France). Dernier ouvrage paru (dir.) :* **(In)sécurités humaines, les luttes pour la paix au XXIe siècle***, éditions Non Lieu, Paris, 2015.*

I- Climat de crise, guerres et climat

La convergence catastrophique

Le réchauffement actuel entraîne déjà des bouleversements économiques et sociaux considérables, les sécheresses, la désertification provoquent des déplacements de population et des crises sociales, comme au Sahel depuis un demi-siècle, comme en Syrie au début des années 2000. Les Israéliens captent les ressources hydriques des Palestiniens, les guerres autour de l'Euphrate et du Tigre sont aussi des « guerres de l'eau », tandis que les problèmes s'accumulent en Asie. Des régions entières sont menacées de submersion à plus ou moins brève échéance… Lors de la COP14 à Poznan (Pologne) en 2008, le haut-commissaire adjoint de l'ONU pour les réfugiés, Craig Johnstone, annonçait que selon les prévisions les plus optimistes, près de 250 millions de personnes seraient déplacées au milieu de ce siècle à cause de phénomènes météorologiques extrêmes, de la baisse des réserves d'eau et de la dégradation des terres agricoles. On estime qu'en 2010 ils étaient 50 millions, en 2014 leur nombre a dépassé celui des hommes fuyant les guerres, et la situation ne fait qu'empirer…

Or cette crise climatique vient s'additionner aux autres crises :
- Crises environnementales, conséquences du productivisme, avec la raréfaction de certaines ressources, l'appauvrissement des sols, les pollutions massives, le dramatique recul de la biodiversité, l'accaparement des terres et la destruction de ressources. Les déséquilibres environnementaux menacent le vivre ensemble et la cohésion des sociétés.
- Crises sociales avec les effets de dislocation provoqués par trente ans de gestion néolibérale du monde par un capitalisme financier : enrichissement considérable de quelques-uns, relatif pour de nombreux autres, appauvrissement d'autres tout aussi nombreux, accroissement des inégalités, des frustrations, des répressions…
- Crises politiques avec la faillite d'États, les multiplications des tensions, des conflits « identitaires » et « ethno-religieux », des guerres.

Bref, pour reprendre l'expression de Christian Parenti, la *« convergence catastrophique du néolibéralisme, du militarisme et du changement climatique »* quand les dislocations provoquées par le changement climatique se croisent avec les crises de pauvreté et d'inégalité produite par trente ans de néolibéralisme, la *« collision des désastres politiques, économiques et environnementaux »*.

Le multiplicateur des risques

Malgré des dirigeants négationnistes comme George W. Bush ou aujourd'hui Donald Trump, cela fait longtemps qu'aux États-Unis on s'inquiète des effets de la crise climatique, puisque dès 1979 un programme de réflexion à ce sujet a été lancé du côté du Département de la Défense. La crise climatique n'est plus considérée comme une hypothèse mais comme un problème majeur de sécurité, parce que facteur *aggravant des risques sécuritaires* et *multiplicateur des risques*.

Le changement climatique est inclus dans les planifications stratégiques américaines pour les décennies à venir, depuis le rapport de 2007 *The Age of Consequences*, auquel ont contribué plusieurs anciens responsables de la défense. Il s'agissait d'évaluer la multiplication des menaces qui s'annonçaient (faillite d'États, guerres civiles, conflits sur les ressources, migrations massives, etc.) et de s'y préparer**.** Les auteurs du rapport imaginaient trois scénarios possibles. Le premier, *« attendu »* (+ 1,4°C en 2040), signifiant tension aux frontières, migrations massives du fait des conflits de ressources, et probables épidémies. Le second, *« grave »* (+ 2,6°C en 2040), avec des pandémies, des guerres importantes (la région du bassin du Nil étant citée comme exemple), avec de possibles débordements nucléaires, notait le rapport, et, à coup sûr, de graves conséquences sociales un peu partout, dont un accroissement généralisé de la *« ferveur religieuse »*. Est-il besoin de souligner que ce scénario se déroule déjà sous nos yeux ? Ce qui n'exclut pas le troisième scénario, *« catastrophique »* (+ 5,6°C en 2100), un *« défi inconcevable pour l'humanité »*.

Une question *« menaçant sérieusement la sécurité globale, un risque immédiat pour notre sécurité nationale, et, n'en doutez pas, cela aura un impact sur la manière dont nos militaires défendent notre pays »*, expliquait le président Obama en mai 2015. L'armée américaine doit sécuriser 800 installations dans 70 pays, notamment face aux prévisions de hausse du niveau des océans qui menace déjà des bases essentielles dans le Pacifique ou l'océan Indien. En avril 2016, 40 anciens responsables américains de la défense ou des affaires étrangères se sont payé une page entière du *Wall Street Journal* pour sonner l'alarme sur ce multiplicateur : *« combattre le changement climatique et protéger notre sécurité nationale sont une seule et même chose, et il est impératif que les législateurs commencent à traiter le réchauffement climatique comme ils traitent les menaces sécuritaires »*. Et Obama soulignait à nouveau le 21 septembre 2016, dans un solennel *Mémorandum présidentiel sur le changement climatique et la sécurité* adressé à tous les ministères et agences, que le changement climatique allait poser un défi considérable pour la sécurité des États-Unis pour les deux prochaines décennies.

Bien sûr on s'inquiète aussi dans d'autres états-majors, d'autres centres de recherches, d'autres instances politiques, en France, au Canada, au Royaume-Uni, au sein de l'OTAN, dans les instances de l'Union européenne ou en Chine… Toutefois un rapport de la Fondation Carnegie Europe sur le changement climatique et la politique européenne de sécurité considère que les Européens ne répondent pas au défi, constatant que si la plupart (pas tous) des gouvernants européens parlent beaucoup de « sécurité climatique » et de risques de conflits, les facteurs environnementaux sont peu pris en compte dans les politiques de prévention des conflits, la question climatique totalement absente des politiques concernant les mouvements migratoires, les questions militaires n'étant abordées en général que du point de vue de la nécessité de faire des économies et de la capacité de répondre à des urgences liées à des catastrophes.

L'Union européenne est censée avoir développé des capacités pour prédire les futures crises et conflits, la European Commission's Crisis Room, le Joint European Situation Center et un système d'alerte et de réaction (EEAS – European External Action Service – Conflict Prevention Unit), mais les facteurs climatiques ne sont pas pris en compte dans la manière dont les crises potentielles sont appréhendées. Contrairement à la CIA américaine qui a créé une Early Warning Unit pour les crises climatiques. Les Européens sont plus tournés vers la « réponse aux désastres » (réponse humanitaire, sécuritaire) que sur l'anticipation des désastres.

Mobilisation pendant la COP22

Guerre environnementale et géo-ingénierie

Les atteintes à l'environnement provoquées par l'activité et la production militaires en temps de paix sont bien sûr multipliées en situation de conflit. Non seulement parce que les consommations en carburant et munitions explosent mais aussi par les effets de leur usage. Il peut s'agir de dégâts collatéraux indirects (par exemple la diffusion locale, mais durable, de poussières cancérigènes dues à l'utilisation de munitions « durcies » à l'uranium appauvri comme on l'a vu au Kosovo ou en Irak), ou d'effet directs, recherchés, qui vont rendre dangereuses des zones entières parfois pendant des décennies, notamment avec les mines antipersonnel ou les armes à sous-munitions. Sans parler bien sûr de l'utilisation d'armes chimiques interdites comme hier en Irak ou aujourd'hui en Syrie. Il peut y avoir aussi volonté explicite d'atteinte à l'environnement dans un but hostile, comme le fut l'utilisation massive par les Américains de l'agent orange pour défolier les forêts du Vietnam dont les effets sont encore sensibles un demi-siècle plus tard, ou par la destruction ou l'incendie de puits de pétrole ou d'usines chimiques lors des conflits au Koweït, en Irak ou en Syrie.

Aujourd'hui quelques docteurs Frankenstein du XXIe siècle envisagent de combattre le changement climatique avec des projets de géo-ingénierie plus ou moins monstrueux, comme par exemple la mise en place d'une sorte de bouclier d'aérosol autour de la Terre pour « faire un peu d'ombre » et diminuer le réchauffement, les procédés de stockage géant du CO_2 émis, etc. L'idée de ne pas seulement posséder la nature mais de la contrôler séduit certains militaires et certaines sociétés transnationales. Dès juin 2008, le chef des Républicains à la Chambre des représentants des États-Unis, Newt Gingrich, s'enthousiasmait pour que soient développés ces merveilleux moyens : *« Au lieu de pénaliser les citoyens américains ordinaires* [en demandant par exemple de réduire leur gaspillage], *nous aurions une option pour faire face au réchauffement climatique en soutenant les innovations scientifiques. Vive l'ingéniosité américaine ! À bas ces cochons de Verts* [Stop the green pigs]. » Donal Trump reprend cette rhétorique.

Consciente de la gravité de ces atteintes potentielles à l'environnement, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement de Nairobi, en mai 2016, a enjoint les États membres à respecter *« l'environnement à tout moment, en particulier durant les conflits armés, y compris contre les dommages collatéraux involontaires »* et a engagé *« vivement les États à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations internationales au titre du droit international humanitaire en ce qui concerne la protection de l'environnement en période de conflit armé »*. Et la Cour pénale internationale de La Haye a annoncé en septembre 2016 qu'elle pourrait poursuivre pour crime contre l'humanité toute destruction environnementale qui forcerait des populations à se déplacer.

Depuis 1976 une convention dite ENMOD (Environmental Modification) de l'ONU dont les signataires se sont engagés à *« ne pas utiliser à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles des techniques de modification de l'environnement ayant des effets étendus, durables ou graves, en tant que moyens de causer des destructions, des dommages ou des préjudices à tout autre État partie »*. Cette convention a été signée et ratifiée par les principales puissances, États-Unis, URSS à l'époque, maintenant la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et 72 autres pays, mais pas la France (à la fin des années 1970 elle pratiquait des essais nucléaires qui auraient pu tomber sous le coup de la convention) ; l'Algérie et la Tunisie l'ont ratifiée, le Maroc l'a signée mais pas ratifiée. Cette convention pourrait être l'instrument d'action internationale contre les atteintes à l'environnement sauf que ses principaux signataires se gardent de l'invoquer – même s'il y a des atteintes patentes (comme en Irak) –, et plus encore de la relancer. Tout au plus a-t-il été recommandé en 1992 d'incorporer dans les manuels militaires des instructions relatives au droit international applicable à l'environnement en période de conflit armé !

***

II- L'empreinte des armées

L'impact des activités militaires

À l'échelle de la planète, les activités militaires, au sens large, constituent une part très importante des activités humaines. Dans la plupart des pays les dépenses « de défense » sont le premier ou le second poste budgétaire des États. Ces activités ont des conséquences considérables sur l'environnement, bien sûr du fait de l'empreinte carbone due aux énormes consommations de carburant – la *bootprint* (empreinte de botte) des armées –, mais aussi des effets de pollutions diverses et durables, des pratiques d'accaparement et de confiscation de terres à des fins militaires, etc. Ceci est le résultat de l'activité militaire des principales puissances, même en temps de paix, même loin des théâtres d'opérations des guerres plus ou moins locales.

Nick Buxton du Transnational Institute (TNI) constatait lors de la COP21 à Paris qu'il y avait « un éléphant » dans le débat, un éléphant invisible, puisque sur les 32 731 mots que comptait le projet d'accord sur les émissions de gaz de serre présenté par l'ONU, il y avait un mot totalement occulté, celui de « militaire ». Car, significativement, le principe pollueur-payeur ne s'applique guère pour les activités militaires, de la production d'armements au fonctionnement des armées. À la demande explicite des États-Unis, accueillie avec

bienveillance par les autres puissances, lors de la négociation en 1997 du protocole de Kyoto, l'empreinte carbone des activités « de défense » a été exclue des calculs d'émissions de gaz à effet de serre et les données correspondantes n'ont pas été comptabilisées.

Pourtant le rapport *Climate Change, Implication for Defense* publié sous l'autorité du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en anglais IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change) en juin 2014, constatant à quel point le changement climatique est une menace croissante pour la paix et la sécurité du monde, soulignait aussi que les forces armées étant des utilisateurs majeurs de combustibles fossiles, il faudrait absolument obtenir qu'elles réduisent significativement leurs émissions de gaz à effet de serre

On peut avoir une idée de l'ampleur des effets des activités militaires en examinant l'ampleur des dépenses militaires à l'échelle planétaire, sur lesquelles on dispose des données annuelles assez précises notamment grâce à l'institut suédois SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute). Le volume global de ces dépenses est évalué pour la seule année 2015 à 1 700 milliards de dollars. Les quinze premiers pays en termes de dépenses militaires concentrent plus de 80 % du total mondial en 2015 ; les quatre premiers 58 %, il s'agit des États-Unis (596 milliards de dollars, un gros tiers des dépenses mondiales), de la Chine (215 milliards de dollars), de l'Arabie saoudite (87,2 milliards de dollars) qui a réussi dépenser plus en 2015 que la Russie (66,4milliards de dollars) ; on trouve ensuite le Royaume-Uni, l'Inde et la France. À titre de comparaison, les dépenses militaires en 2015 étaient respectivement de 10 milliards de dollars en Algérie et de 4 milliards au Maroc.

Si l'on rapporte ces chiffres au produit intérieur brut des pays, la dépense équivalait, toujours en 2015, à 4,7 % pour les États-Unis, 4,3 % pour la Russie, 2,2 % pour la Chine, 6,4 % pour Israël, 13,7 % pour l'Arabie saoudite (en comparaison aux 2,3 % pour l'Iran, 3,2 % pour le Maroc, 6,2 % pour l'Algérie, 2,4 % pour la France, 1,8 % en moyenne dans l'Union européenne). Et si l'on se rapporte à la moyenne de dépense par habitant, elle est, toujours en 2015, de 2 778 $ en Arabie saoudite, 1 923 $ en Israël, 1 854 $ aux États-Unis… et 156 $ en Chine. Les principaux exportateurs d'armes sont les États-Unis, la Russie, la Chine, suivis de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ; les principaux importateurs sont l'Inde, l'Arabie saoudite, la Chine, les Émirats arabes unis, le Pakistan.

À l'examen des chiffres de 2015 comme de ceux des années précédentes on ne peut qu'être frappé par l'importance des dépenses militaires, en particulier des achats d'armements lourds, dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, notamment dans les pétromonarchies. Comme le remarque le chercheur belge Luc Mampaey, « *l'arc oriental fourbit ses armes* ».

Ces sommes ne sont pas seulement dépensées en achats d'armements, il y a aussi la recherche et développement (pas toujours facile à identifier tant civil et militaire se confondent) et les dépenses de personnel.

Les montants des dépenses militaires ne nous informent pas directement sur l'empreinte carbone générée par l'activité des armées ainsi largement dotées de matériels, tout dépend ensuite de l'importance des activités opérationnelles de chacun, et notamment de la consommation de carburant. On dispose toutefois d'un certain nombre d'éléments permettant d'avoir une idée concernant les principales forces armées.

L'armée américaine est, à elle seule, et depuis la Seconde Guerre mondiale, l'entité qui a la plus forte empreinte carbone de la planète. Le ministère américain de la Défense consomme environ 17 milliards de dollars par an en carburant, émet 70 000 kilotonnes d'équivalent CO_2

par an sur le territoire américain. Nous avons vu que les données disponibles sur les émissions de gaz à effet de serre pour chaque pays ne prennent pas en compte les activités miliaires. Eh bien, en y ajoutant les données du ministère américain de la Défense (Department of Defense, DOD), on les augmente de 13 % ! Et ne sont pas comptabilisées les consommations dans les bases extérieures et *a fortiori* sur les théâtres d'opérations hors des États-Unis !

Des systèmes d'armes modernes et sophistiqués comme le sont aujourd'hui les avions de combat, les navires de guerre ou les chars lourds ont des consommations de carburant considérables et des émissions de particules importantes. Selon un rapport du Congrès des États-Unis de 2012, le Département de la Défense a consommé 117 millions de barils de pétrole en 2011, soit quasi l'équivalent de l'essence et du gasoil consommés par l'ensemble du parc automobile en Grande-Bretagne durant la même année. Un avion tel que le F16 américain consomme en moyenne 3 000 litres par heure de kérosène (plus s'il est lourdement armé ou/et en postcombustion), la consommation d'un Mig 29, d'un Mirage 2000 ou d'un Rafale sont équivalentes sinon supérieures – nous parlons d'avions qui sont en service aujourd'hui au sein des forces armées marocaines (F16), algériennes (Mig 29) ou françaises. Et celle d'un bombardier américain B-52 Stratocruiser, de 12 600 litres à l'heure, soit la consommation d'une voiture moyenne pendant sept ans. Quant au nouveau F35 Lightning II, son prix d'achat et son coût d'entretien prohibitif ne l'ont guère rendu moins gourmand, contrairement aux prévisions du constructeur.

Le transport, dont le transport aérien civil, contribue fortement aux émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. C'est pourtant le secteur qui entend faire le moins d'efforts (ou pas d'efforts du tout) pour limiter ses émissions ; au contraire, l'aviation civile prévoit même de les augmenter de 300 % à 700 % d'ici à 2050. Mais que dire de l'aviation militaire ! Les vols militaires représentent 3 ou 4 % de l'ensemble des vols sur la planète, au moins 15 % de la consommation de carburant !

Si l'armée américaine a la plus forte empreinte carbone de la planète et demeure le plus gros consommateur d'hydrocarbures, les autres armées du monde ne sont pas en reste, en proportion bien sûr de l'importance de leurs matériels et de leurs déploiements (dont les budgets militaires évoqués ci-dessus donnent une idée).

L'empreinte écologique des activités militaires ne se limite pas aux effets des consommations ahurissantes de carburant. Il faut aussi tenir compte de l'impact général des activités, qu'il s'agisse du fonctionnement « normal » en situation de paix, ou des effets des guerres par rapport à l'environnement.

Le plus grand propriétaire foncier du monde est le ministère américain de la Défense. Et, même s'ils sont loin derrière, les autres grands appareils militaires ne sont pas en reste (Russe, Chinois, Français, Britanniques, Indiens, Israéliens, Saoudiens, etc.). On considère que les armées consomment 10 % des ressources de matières premières de la planète.

En matière de pollution gravissime produite par l'activité militaire « en temps de paix », il y a bien sûr les conséquences des essais nucléaires, soviétiques et américains d'abord, mais aussi des autres, comme on le voit par exemple dans la région de Reganne du Sahara algérien (lieu des premiers essais français, ensuite localisés en Polynésie), et les problèmes liés au stockage des armes nucléaires (et chimiques).

Mais le problème est beaucoup plus général, certaines armées sont particulièrement gaspilleuses (américaines et russes notamment) et peu regardantes sur les effets de pollution

durable produits par leurs activités. D'énormes stocks de munitions et de matériel militaire lourd ont été plus ou moins abandonnés ou non traités, en particuliers lors de la fin de l'URSS, provoquant d'énormes problèmes de trafics, de pollutions, d'empoisonnements (par exemple dans la presqu'île de Kola).

Une défense durable ?

La COP21 signifie-t-elle que l'« exemption » dont bénéficiaient les armées pour que ne soient pas décomptées leurs émissions de gaz à effet de serre est terminée ? Les États-Unis avaient obtenu lors des négociations du protocole de Kyoto qu'on « oublie » les émissions d'origine militaire, « oubli » renforcé sur le plan intérieur américain par un *House National Defense Authorization Bill* de 1999 exigé à l'époque par Dick Cheney, mais l'accord de Paris de décembre 2015 ne parle pas d*'opting out* pour les activités militaires.
Les grands appareils militaires peuvent-ils continuer à développer ainsi des systèmes énergivores et gaspilleurs ? Poussés par une industrie d'armement sans limites ? Avec des matériels sophistiqués, complexes et lourds, finalement peu efficaces dans les guerres réelles, sur le terrain…

Cependant on réfléchit dans certains ministères ou états-majors sur des modèles militaires moins gourmands en carburant, moins lourds, et surtout moins coûteux, car la sophistication croissante des systèmes d'armements bardés d'électronique coûte très cher. Une « écologisation » de la défense ? Il s'agit surtout de faire des économies car les budgets ne sont pas extensibles à l'infini, bien au contraire… Le budget de défense de la majorité des pays membres de l'OTAN est inférieur aux 2 % du PIB pourtant préconisés comme « plancher » par l'Alliance. Certes certaines armées se piquent d'écologie ces derniers temps ; en France par exemple on a vu apparaître en 1994-95 des lignes budgétaires (très limitées) d'*« investissement pour l'environnement »* ou *« interarmées de dépollution »*.

Aux États-Unis on s'inquiète de la trop grande dépendance des armées vis-à-vis des combustibles fossiles et des difficultés de s'assurer de l'approvisionnement de ces matériels en carburants, et pour cela on envisage de recourir aux carburants végétaux, d'utiliser le solaire pour les télécommunications, de développer des technologies renouvelables, bref comme l'a dit le secrétaire à la Marine Ray Mabus, d'*« aller vers des carburants alternatifs pour la Navy et les marines pour être de meilleurs combattants »*.

Le nouveau secrétaire d'État à la Défense, le général Jim Mattis pense qu'il faut améliorer le bilan énergétique des matériels, et réduire la dépendance des armées envers les carburants fossiles. Commandant de la première division de marines pendant l'invasion de l'Irak en 2003, il avait constaté que ses forces étaient régulièrement à court de carburant, et que leurs conditions d'approvisionnement les rendaient vulnérables. Il insiste depuis sur la nécessité d'avoir recours de manière plus systématique aux *« énergies alternatives »* et de développer des équipements moins gourmands. Il a soutenu le projet d'Obama de parvenir à atteindre les 25 % d'énergie renouvelable (dont les agrocarburants) d'ici à 2025. Par ailleurs, en tant que commandant du U.S. Joint Forces Command, il a signé en 2010 un Joint Operating Environment qui présentait le changement climatique comme l'une des menaces sécuritaires du prochain quart de siècle. Écolo, ce général aussi connu sous le sobriquet de *Mad Dog* ?

Le recours massif aux agrocarburants, sans diminuer les modèles d'armements, les logiques d'engagement, les systèmes de défense, n'aurait que peu d'effets en termes d'émissions… mais de gros effets en termes de catastrophes agricoles…

« Verdir » la défense ? Dès 2006 le fabriquant britannique BAE Systems a proposé des armes supposées *« environmentaly friendly »*, des balles « à teneur en plomb réduite », des « munitions vertes », et tout aussi tueuses….

Mais il n'y a pas d'évolution notable vers d'autres modèles de sécurité, de « défense durable », sauf à la marge.

Financer la guerre ou la sécurité

En 1994, dans un rapport de l'OCDE, Jean-Claude Barthélemy, Robert S. McNamara et Somnath Sen constataient que les dépenses militaires excessives compromettaient l'avenir des pays en développement, que ces dépenses étaient encouragées par l'offre pressante de matériels militaires par les pays producteurs (dont les principaux pays membres de l'OCDE), et qu'il fallait faire des efforts dans le sens de la démilitarisation. Nous étions dans le contexte des orientations proclamées lors du Sommet de la Terre organisé deux ans plus tôt par les Nations unies à Rio pour définir les moyens de stimuler le développement durable au niveau mondial.

Vingt ans plus tard force était de constater que les « dividendes pour la paix » avaient fait long feu, les budgets militaires repartis à la hausse à l'échelle mondiale au détriment des aides au développement. Lors du sommet de l'ONU Rio+20, les Maires pour la Paix appelaient à rediriger les dépenses militaires vers le financement du développement durable, et plusieurs initiatives citoyennes dans le monde vont dans ce sens.

En ce sens les objectifs du Programme de développement durable pour 2030 (agenda 2030), plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015 et ceux de la Convention cadre de Paris de décembre 2015 sur le changement climatique (COP21) ne peuvent pas être atteints sans une modification profonde des activités et des programmes militaires à l'échelle mondiale.

Or l'allocation de 7 % des budgets militaires annuels actuels (2015) suffiraient à financer le Fonds vert qui peine à réunir les 100 milliards par an prévus par l'ONU pour aider notamment les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique !

La comparaison de l'allocation des ressources pour prendre des mesures limitant la crise climatique ou se préparer à faire face à ces effets d'une part, pour développer les systèmes militaires traditionnels d'autre part, est éloquente (ci-dessous le cas des États-Unis).

Dépenses consacrées aux activités et à la recherche et développement militaires et aux activités et à la recherche et développement pour lutter contre le changement climatique aux États-Unis (prévisions budgétaires en milliards de $).			
	2015	2016	2017
Militaires	566	586	588
Climat	18	19	21
RD militaires	63	69	71
RD climat	9	10	11
Miriam Pemberton, Ellen Powell, Nathan Doctor, *Combat vs. Climate* Institute for Policy Studies, Washington DC, 2016.			

Notons que si la Chine est devenue le premier émetteur de gaz à effet de serre et le deuxième acheteur d'armes de la planète, elle ne dépense « que » 8 fois plus d'argent pour ses forces

militaires que pour la sécurité climatique, contre 28 fois plus du côté des États-Unis. Les Américains dépensent deux fois et demi plus que les Chinois en achat d'armes, mais la Chine dépense la moitié de la somme américaine pour lutter contre le changement climatique.

Du côté des militaires et des industriels de l'armement, la menace climatique, gigantesque et multiforme, est un prétexte pour justifier de nouveaux programmes militaires – qui se prévoient sur vingt ou trente ans – en matière de capacités de « projection de forces » pour intervenir dans des zones déstabilisées à l'extérieur, de nouveaux matériels de sécurisation et de contrôle (drones, guerre électronique, munitions « intelligentes », etc.) tant pour l'intérieur que pour l'extérieur. Ce qui ne signifie pas renoncer à la poursuite et au développement des lourds programmes du passé, coûteux et incroyablement énergivores dont on justifie le maintien par les menaces traditionnelles potentielles ou supposées des « autres » (l'OTAN pour la Russie et la Russie pour l'OTAN, la Chine pour les Américains, et à plus petite échelle l'Iran pour Israël, le couple Inde/Pakistan l'un pour l'autre, la Corée du Nord…) : avions de combat des nouvelles générations (comme le F35 américain), navires et chars lourds, et l'arme nucléaire avec ses nouveaux sous-marins lanceurs d'engins (SNLE), classe Triomphant français, Ohio américain, Boreï russe, Jin chinois et Arihant indien et les missiles intercontinentaux comme le nouveau RS-28 Sarmat russe – que l'OTAN a baptisé « Satan » –et les M51 français, Trident II D5 anglais et américains et autres SS-N-30 russes ou Ju Lang-2 chinois…

Mais il ne s'agit pas seulement des désirs fondés sur des stratégies ou des fantasmes des militaires, il s'agit aussi de business « privé ».

Mobilisation pendant le COP21

Le coût des OPEX, le cas de la France

Les armées des grandes puissances sont engagées dans de multiples opérations extérieures (OPEX dans le jargon des militaires français). Bien que l'administration Obama ait retiré la majorité des troupes US au sol d'Irak et d'Afghanistan, les Américains demeurent massivement présents dans ces deux pays ainsi que sur le front syrien, où opèrent toujours forces spéciales, conseillers et mercenaires (société militaires privées) et ils sont aussi plus discrètement présents dans la Corne de l'Afrique, au l'Afrique sahélienne, au Yémen ou en Lybie… Et on connaît l'ampleur des engagements russe (et iranien) en Syrie.

L'armée française est engagée dans de très nombreuses « OPEX », le chercheur français Pierre Conesa s'est penché sur leur coût. La contribution française aux opérations en Afghanistan (de 2001 à 2014, avec 3 600 militaires engagés) aurait coûté, d'après le rapport des parlementaires Philippe Meunier (UMP) et Philippe Nauche (PS) 6,5 milliard d'euros. Les opérations en Lybie pendant la guerre contre le régime de Kadhafi (240 jours) revenaient à près d'un million d'euros par jour. Le coût journalier des opérations contre Daech en Irak et en Syrie est comparable, en particulier quand le porte-avions *Charles-de-Gaulle* est impliqué (on estime que le coût/jour américain est dix fois supérieur).

Ces dernières années la France est intervenue en Afrique pour les opérations Harmattan (Lybie), Licorne (Côte d'Ivoire), Serval et Barkhane (Mali et Sahel), Sangaris (République centrafricaine). On manque d'informations sur le coût réel des opérations Serval et Barkhane au Mali**.** Au total, estime Pierre Conesa, on serait dans une fourchette réelle de 2 à 3 milliards d'euros par an, hors dommages humains. Il faut en effet y ajouter le remboursement des emprunts, et surtout la gestion des anciens combattants (pensions, soins médicaux).

Les auditions parlementaires des responsables de la défense sur le budget 2017 ont révélé une très forte tension pour les OPEX concernant les matériels et surtout les munitions. Des munitions qui coûtent cher (une bombe guidée laser GB-28, 100 000 euros, 200 000 euros pour un missile AASM sur Rafale**,** 800 000 euros pour un missile de croisière Scalp…), 5 000 euros pour un obus de canon Caesar de l'armée française et de l'armée saoudienne. Tous utilisés en Libye et en Irak**.**

Le colonel Goya estime sur son blog que si les troupes françaises ont mis hors d'état de nuire environ 900 combattants djihadistes en Syrie-Irak et au Sahel, *« cette guerre où "tout est fait" pour détruire l'ennemi, il en coûte un million d'euros par combattant ennemi éliminé »*.

III- Le complexe militaro-sécuritaire

Sécuriser la planète ou lui faire la guerre ?

Le 17 janvier 1961, au terme de son deuxième mandat, le président Eisenhower avait mis en garde son pays contre la montée en puissance d'un complexe militaro-industriel. L'alliance des états-majors, des fournisseurs d'équipements militaires et notamment d'armes lourdes, des compagnies énergétiques, pétrolières en particulier. Ce complexe a prospéré et a su profiter de la course aux armements de la période de guerre froide.

Aujourd'hui, dans le contexte du néolibéralisme inégalitaire, de la puissances des sociétés transnationales, de l'affaiblissement des services public, sur fond de guerre contre le terrorisme et de multiplication des menaces réelles ou supposées, on a affaire à quelque chose d'encore plus puissant, un complexe militaro-sécuritaire où l'on retrouve nos marchands d'armes et de services de sécurité, la « vieille » industrie et une partie de la « nouvelle ».

Un livre récent, réalisé sous la direction de Nick Buxton et Ben Hayes, *The Secure and the Dispossessed* (Les sécurisés et les dépossédés), explique comment les militaires et les sociétés transnationales cherchent à maintenir leur contrôle dans un monde qui va devoir faire face au changement climatique.

Il ne s'agit pas de s'attaquer aux causes du changement climatique, de diminuer de manière significative les pratiques polluantes, de prendre des mesures comme par exemple la taxation de l'énergie ou des pollutions. Il s'agit de gérer les risques. On ne cherche pas à réduire le changement climatique, à « provisionner » le risque climatique. Une adaptation stratégique que l'on pourrait appeler la *politique du canot de sauvetage armé :* répondre au changement climatique en s'armant, en excluant, en oubliant, en réprimant, en sécurisant et en tuant.

Il s'agit, en quelque sorte, d'appliquer la stratégie de ce gouverneur de Sao Paulo qui, confronté à la crise du réseau d'eau potable de la ville en 2015, a utilisé les moyens de l'État, a mobilisé les soldats pour garder les réservoirs et faire face à d'éventuelles émeutes plutôt que réparer les fuites et rénover les canalisations… mais cette fois-ci à l'échelle globale face à une catastrophe annoncée.

Pour les grandes sociétés multinationales, le risque induit par le changement climatique est une opportunité pour permettre une « sécurité » (alimentaire, hydrique, énergétique…) aux dépens de l'équité et de la justice. La plupart des sociétés transnationales considèrent que les futures régulations de leurs activités pour limiter le changement climatique ne vont guère avoir d'effet, que ce soit les limitations de certaines pratiques polluantes ou les pratiques de substitution, la taxation de l'énergie ou un prix du carbone rendant certaines pratiques non compétitives.

Pis encore, pour certaines, la destruction des ressources de la planète fait partie, comme le souligne Naomi Klein, de leur *business model,* et ceci au nom de la sécurité !

La notion de *sécurité énergétique* est utilisée pour justifier l'exploitation des carburants fossiles « non conventionnels » (gaz et pétrole de schiste), le contrôle militaire des routes d'approvisionnement.

La notion de *sécurité alimentaire* est utilisée pour déposséder beaucoup au profit de quelques-uns, avec l'accaparement des terres et de leurs ressources au détriment des populations locales (par la Chine en Afrique, pour les productions d'agrocarburants, etc.), à quoi s'ajoute la dangereuse concentration des ressources alimentaires entre quelques grandes multinationales et géants de l'agrobusiness (ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus…) et bien sûr des fabricants d'OGM et de pesticides, dont Bayer et Monsanto qui viennent de fusionner. Les deux tiers du marché mondial des semences commerciales sont aujourd'hui contrôlés par dix sociétés, et six compagnies de pesticides dominent les trois quarts du marché, aux dépens des paysans et des pays. En matière de *sécurité hydrique*, les grandes compagnies cherchent à privatiser et contrôler la ressource au profit des populations plus « sécurisées », et au détriment des populations les plus vulnérables.

La notion de *sécurité intérieure* est utilisée pour construire un État sécuritaire et policier et qui génère aussi l'essor du secteur économique de services et d'équipements « de la sécurité », au point qu'on peut parler comme Ben Hayes d'une *« nouvelle forme de course aux armements dans laquelle les armes sont pointées vers l'intérieur »*.

Enfin se développe la *sécurité aux frontières* au nom de la vigilance face aux « terroristes nomades », mais surtout et avant tout face au *péril migratoire.*

La guerre aux frontières

L'insécurité, les inégalités, les crises multiplient le nombre de migrants plus ou moins forcés. Aux réfugiés victimes des guerres de dislocation qui ensanglantent certaines régions de la planète s'ajoutent d'autres réfugiés, forcés de se déplacer pour des raisons climatiques et économiques (dans certains pays guerre et effets de la crise climatique se combinent).

En 2011, un rapport du Government Office for Science britannique sur l'*étude de la migration au cours des cinquante prochaines années dans un contexte marqué par les changements environnementaux* soulignait à quel point la pression migratoire allait augmenter dans les prochaines années du fait des conséquences des changements environnementaux. Les déplacements de population sont dans un premier temps de manière générale des mouvements des campagnes vers les agglomérations, notamment du fait de la dégradation des conditions de vie dans les zones rurales. Or ces villes qui augmentent de volume notamment dans les pays pauvres sont de plus en plus menacées par les changements environnementaux planétaires. Ainsi par exemple le nombre de personnes vivant dans des plaines inondables en zone urbaine dans l'est de l'Asie pourrait passer de 18 millions en 2000 à 45-67 millions d'ici à 2060, de 4 millions en 2000 à 35-59 millions d'ici à 2060 dans la partie centrale du sud de l'Asie, de 7 millions en 2000 à 30-49 millions d'ici à 2060 dans le sud-est de l'Asie ; de 2 millions en 2000 à 26-36 millions d'ici à 2060 en Afrique. Le rapport conclut : *« De plus en plus de personnes se trouveront prises au piège dans des situations de vulnérabilité ; il existe peu d'options de migration sûre, mais le fait de rester représente également un danger au vu des changements environnementaux. Plus tôt des mesures seront prises, plus tôt la souffrance humaine sera allégée. »* Mais les mesures prises par les États ne vont pas dans ce sens.

Les raisons pour lesquelles les gens émigrent sont considérées comme beaucoup moins importantes que les menaces qu'ils sont censés représenter par les régions et pays vers

lesquels ils émigrent. Il faut « se protéger » des migrants. La « sécurisation » se traduit par l'érection de murs (Donald Trump en fait une priorité de son nouveau mandat), la militarisation des frontières, l'équipement des polices, la multiplication des centres de concentration (de « rétention »), une véritable *guerre aux migrants*.

D'où un business florissant aux frontières et dans chaque pays. Le marché explose. Estimé pour l'Europe à 15 milliards d'euros en 2015, il devrait atteindre 29 milliards en 2022. Et qui profite… très significativement aux industriels de l'armement.

Ces *profiteurs de la sécurité aux frontières* qui influencent les politiques, et qui en bénéficient. Car ce sont bien eux qui dominent ce nouveau marché d'équipement sécuritaire, par exemple en Europe Airbus industries, Finmeccanica, Indra, Safran, Thales et dans un moindre mesure British Aerospace (BAE), SAAB, Siemens, Indra, etc. En Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde ce sont les entreprises américaines Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics, Northrop Grumman, United Technologies, Textron, Defendec…

La sécurisation des frontières de Kadhafi était assurée par Finmeccanica, celle des frontières de l'Arabie saoudite l'est par EADS, celle de l'Arizona par Elbit (Israël). Les entreprises israéliennes comme Elta et Elbit sont présentes à la fois sur les marchés américains et européens. Comme le souligne Jeff Halper, les Israéliens ont développé en Palestine un banc d'essai pour le développement d'armes, de système de sécurité, de modèles de contrôle de population, et vendent technologies, produits et savoir-faire dans le reste du monde…

Les bénéficiaires de la guerre aux frontières

Un groupe d'intérêt n'a tiré que du profit de la crise des réfugiés, et en particulier des investissements de l'Union européenne pour « sécuriser » les frontières. Ce sont les sociétés de matériel militaire et de sécurité qui fournissent les équipements des garde-frontières, les technologies de surveillance et de contrôle, les technologies de l'information (IT Infrastructures) pour suivre les mouvements de population.

Ce rapport tourne le projecteur vers les profiteurs de la sécurité aux frontières, examine qui ils sont et quels services ils offrent, et comment ils influencent les politiques européennes et en bénéficient, et quels fonds ils reçoivent des contribuables. Le rapport montre que loin d'être les bénéficiaires passifs des largesses de l'Union européenne, ces compagnies encouragent activement la sécurisation des frontières européennes, et veulent fournir des technologies de plus en plus brutales à cette fin.

Plus pervers encore, il montre que certains des bénéficiaires des contrats de sécurité aux frontières sont aussi certains des plus grands vendeurs d'armes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, alimentant dans cette région les conflits qui ont conduit les réfugiés à quitter leurs foyers. En d'autres termes, des sociétés qui contribuent à la crise des réfugiés profitent maintenant de ses conséquences.

Extrait de l'introduction du rapport de Mark Akkerman, Border Wars, *The Arms Dealers Profiting from Europe's Refugee Tragedy* (Guerres aux frontières : les vendeurs d'armes profitent de la tragédie des réfugiés en Europe), publié par le Transnational Institute TNI et l'organisation néerlandaise Stop Wapenhandel en 2015.

La sécurité nationale de Donald Trump

Les prises de position du candidat Trump pendant sa campagne (sur l'obsolescence de l'OTAN, le refus des aventures armées pour les « *regime change* » (Irak, Libye…) ont pu faire croire à un désengagement par rapport au militarisme antérieur. Mais en réalité la nouvelle administration n'a pas du tout l'intention de réduire les dépenses militaro-sécuritaires, bien au contraire. Si Trump veut que *« les alliés – notamment ceux de l'OTAN – payent pour leur défense »*, il a clairement indiqué son orientation *« réaliste »* en matière de sécurité nationale, notamment dans son discours de candidat à Philadelphie le 7 septembre 2016. Par contre il a tout aussi clairement indiqué qu'il tournerait le dos aux efforts de réduction de gaz à effet de serre et à toute politique de préservation de l'environnement

Trump reprend les idées de la très conservatrice Heritage Foundation, qui vont plutôt dans le sens d'une augmentation importante du budget militaire. Il faut s'attendre à des commandes de nouveaux navires et aéronefs, et au programme de modernisation de l'arsenal nucléaire (estimé à 1 000 milliards de dollars sur trente ans).

Les géants militaro-industriels se sont ouvertement réjouis de son élection, saluée immédiatement par une hausse des actions des sociétés d'équipements militaires et des sociétés pétrolières (Lockheed Martin : +4,8 %, Northrop Grumman : + 5,1 %, Raytheon : +6,2 %, General Dynamics: + 4.1 %, etc.)

Le grand vainqueur de l'élection de Trump, écrit le commentateur David Isenberg, *« c'est le lobby militaro-congresso-industriel »*.

Annexes

I- L'ONU et le Traité sur le commerce des armes

Ben Cramer

Texte publié dans* Charlie Hebdo *et sur le blog Athena 21 (7 septembre 2016)

Rien de tel qu'une conférence onusienne pour comprendre que l'ONU et ses conventions sont pavées de bonnes intentions. Exemple ? Le « code de bonne conduite » pour assainir et moraliser un secteur en plein boom, celui du trafic de l'armement, où la transparence concurrence celle de la FIFA. Les tractations ont commencé il y a vingt ans, et finalement, en décembre 2014, le Traité sur le commerce des armes (TCA) est entré en vigueur. Pour limiter la casse des civils, les dérapages génocidaires, les architectes du TCA ont tout prévu. Sauf que les combattants changent d'uniforme et que le matériel, immatriculé n'importe où et ne figurant sur aucun registre national ou international, se recycle aisément sur des théâtres auxquels il n'était pas destiné. Comme on a pu se rendre compte au Mali où des groupes djihadistes ont récupéré du matériel français vendu officiellement aux rebelles libyens.

Trop facile de dénoncer les marchands de canons, de chars ou de lance-roquettes ! Avec un marché qui représente de 80 à 100 milliards de dollars, l'internationale des magouilleurs existe, et toute réglementation peut faire sourire. Le censeur qui voudrait dicter les recettes les plus « humainement correctes » va se coltiner des acteurs qui revendiquent le droit de s'approvisionner où bon leur semble, au nom de leur défense, y compris l'Érythrée, qui engloutit 8 % de son PIB dans ses dépenses militaires.

Les Américains veulent bien faire mine d'approuver le TCA du bout des lèvres (sans le ratifier), mais avec un bémol : que les munitions soient exemptées. Ceux qui n'y voient qu'un caprice ignorent que les États-Unis fabriquent 6 milliards de munitions par an.

ONU ou pas ONU, les États frappés d'embargo pour mauvaise conduite sont passés maîtres dans l'art du contournement. Exemple ? Le Zimbabwe de Mugabe. Il fait son shopping en République démocratique du Congo (RDC), là où nul ne distingue les bons et les méchants soldats. Cette RDC, à l'abri des projecteurs ici, est arrosée entre autres par les industriels nord-coréens, car Kim Jung-un convoiterait l'uranium congolais, un uranium dont la pub n'est plus à faire puisqu'il a contribué à l'exploit d'Hiroshima.

Dans d'autres zones explosives de la planète, toute réglementation signifie restriction. Ça craint pour les dealers, même si l'échelle de Richter de l'indignation est à géométrie variable. Les Russes comme les Chinois boudent le TCA. Moscou ne veut pas d'embargo sur les armes à destination de la Syrie. La Turquie ? Elle n'est pas dans le collimateur des ONG humanitaires. Le Darfour ? La Chine se charge d'équiper leurs milices. Les Européens donneurs de leçons se gardent bien d'exprimer la moindre objection : s'ils se sont appropriés un quart des exportations mondiales entre 2010 et 2014, ils ne vont pas snober ce futur marché. Au grand dam des ONG comme Amnesty, le matos sécuritaire dispatché dans la

guerre de pacification au Yémen semble s'affranchir de considérations morales. Grâce au lobbying des industriels suisses, le Conseil fédéral à Berne vient d'assouplir sa réglementation sur les exportations à destination des États impliqués dans la région. Le cas de l'Arabie saoudite – dont le budget de défense dépasse celui de la France – n'échappe à personne. Les Néerlandais, qui ont lu attentivement les résolutions du Parlement européen, prônent un embargo à leur encontre, mais leurs collègues français et britanniques n'ont pas l'intention de suivre pareille démarche : le marché est trop alléchant et en cas de litige, le Canada a déjà servi d'intermédiaire ou de transit. Bref, le laxisme des uns fait le bonheur des autres. Quant aux Belges, ils aimeraient se faire oublier mais… la moitié des armes légères à destination du Moyen-Orient proviennent de leurs entreprises, FN Herstal compris.

En attendant que ce marché mortifère soit aussi régulé que celui des bananes, les experts louent de plus en plus les mérites *high tech* mais anti-écolos de l'obsolescence programmée. Pas pour les appliquer aux conflits qui se programment parfois à distance comme n'importe quel drone ou missile ; pas non plus pour les chefs sanguinaires qui se trouvent toujours des successeurs, mais pour certains systèmes d'armes via un dispositif d'autodestruction. Désarmant, non ? Une affaire à suivre.

***

Dislocation, nouvelles guerres, armes et dangers nucléaires

Bernard Dreano

Rencontres *L'arme nucléaire : quelle réponse aux menaces du monde d'aujourd'hui ?*
Université européenne de la paix, Brest, 15 juin 2016

Principal instrument de dissuasion d'un monde confronté à l'opposition de deux blocs d'États à visée impérialiste, l'arme nucléaire a-t-elle encore une utilité stratégique dans le monde multipolaire d'aujourd'hui aux confrontations plus diffuses dans lesquelles interviennent forces paramilitaires, groupes terroristes, voire organisations proto-étatiques ?

Un regard rétrospectif

Les modes d'utilisation possible des armes nucléaires ont été conçus dans le contexte de la fin du « court XXe siècle », la période 1945-1989. C'est la période de l'affrontement global entre les deux blocs. Après un moment de vertige où dans les états-majors américain et sans doute soviétique, on envisage l'utilisation de ces armes dans les champs de bataille concrets (mais Truman refuse la suggestion par MacArthur de leur utilisation en Corée, et *a fortiori* pendant la guerre d'Indochine française), on entre dans la phase de dissuasion réciproque « du fort au fort ». C'est la logique MAD (Mutual Assured Destruction, destruction mutuelle assurée) qui, paradoxalement, provoque l'hypercourse aux armements, la superpuissance se mesurant en nombre de têtes nucléaires (indépendamment de leur mesure en kilotonnes et mégatonnes), puis de plus en plus en nombre, portée et qualité des vecteurs « stratégiques » (missiles). Une comptabilité allant jusqu'à l'absurde comme on l'a vu lors de la crise des euromissiles, en comparant par exemple des nombres de vecteurs stratégiques comme les SS20 et des vecteurs

mobiles tactiques comme les missiles de croisières (ces derniers sont d'ailleurs utilisés par centaines avec des charges conventionnelles depuis 1991)… URSS et États-Unis ont aussi accumulé, ou mis au point, des munitions nucléaires « de champ de bataille » (dont la bombe à neutrons), avec un risque d'usage sans « destruction mutuelle assurée », sinon par l'effet d'une escalade. Cette course à l'abîme potentiel a été « régulée » d'une part par le traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968 et d'autre part depuis 1972 par les accords Est-Ouest de limitation de la course aux armements et de réduction des hallucinants arsenaux (accords SALT puis START).

À côté de l'hyperarmement des deux superpuissances où les « têtes » se comptent par milliers, les autres membres officiels du club nucléaire (P5) ont développé des arsenaux plus modestes (des centaines de têtes), arsenal annexe de celui des États-Unis dans le cas britannique, supposé autonome au nom de la dissuasion du « faible au fort » dans le cas français, réellement autonome au nom du même principe dans le cas chinois. Auxquels se sont ajoutés des « dissidents », Israéliens – dont l'arsenal est toléré par les Occidentaux, et qu'ils ont développé avec l'aide française puis en coopération avec l'Afrique du Sud (qui, elle, y a renoncé depuis), Indiens et Pakistanais (les uns par rapport aux autres, dissuasion « du faible au faible » en quelque sorte), et les Coréens du Nord (dissuasion du fou au fort).

Pendant toute cette période les armes nucléaires et leurs vecteurs sont non utilisés, et inutilisables, dans tous les conflits réellement existants, les guerres de libération nationale, les guérillas et contre-guérillas, les contestations sociales, révolutions et contre-révolutions. Leur évocation lors de l'expédition coloniale franco-britannico-israélienne de Suez en 1956 est rhétorique.

La situation géostratégique change… D'une part sur le plan économique, avec, à partir de la fin des années 1970, l'entrée du monde dans la phase actuelle de la globalisation néolibérale (l'empire du « marché global »), et d'autre part, depuis 1989-91, avec la fin du monde bipolaire, puis l'échec du « moment américain » évident au milieu des années 2000, car si les États-Unis demeurent (encore ?) la seule hyperpuissance, le monde n'est pas « unipolaire ».

C'est dans ce nouveau contexte que se développent les « nouvelles guerres de dislocation ».

Des « nouvelles guerres » de dislocation

Les guerres entre des États sont (provisoirement ?) passées de mode. Ce type de conflit armé commençait par des déclarations (de guerre) et s'achevait par des traités (de paix) faisant la comptabilité des gains et des pertes des belligérants. Et si les guerres de libération nationale opposaient un État existant à un État potentiel, on identifiait toujours un commencement et une fin (l'indépendance).

Aujourd'hui on ne sait pas très bien quand commencent les « nouvelles guerres », ni si elles se terminent vraiment après diverses « transitions » et autres « processus de paix ». Ce « nouveau » type de guerre qui se généralise dans certaines régions du monde peut être décrit en termes de « dislocation globale », comme l'a fait Mary Kaldor dès 1999. Des guerres qui se déroulent plus au sein des États qu'entre États. Depuis le XVIIe siècle, les « vieilles » guerres renforçaient les États, ou contribuaient à leur émergence, développaient leurs idéologies nationales, permettaient de justifier la consolidation de l'administration, l'augmentation des impôts, la puissance de l'armée et la conscription, la centralisation de l'économie, parfois les

nationalisations. Les États européens modernes se sont construits dans ces processus des guerres. Les processus sont inverses dans les nouvelles guerres. Elles se développent dans le contexte de l'érosion de l'autonomie des États, en particulier dans l'érosion du monopole de la violence légitime organisée. L'affaiblissement et la crise de l'État-nation favorisent la prolifération des conflits de basse intensité dont les protagonistes n'appartiennent plus au même univers social, ne partagent plus les mêmes modes de raisonnement ni les mêmes valeurs. Des phénomènes qui sont le fruit de la crise contemporaine des structures politiques et économiques nationales provoquée par la globalisation.

Ces guerres sont à la fois locales et globales et se jouent des frontières étatiques. Les belligérants sont à la fois des acteurs étatiques et non étatiques, une partie (ou tous) s'apparente plus à des milices qu'à des armées nationales qui elles-mêmes ont souvent recours à des sociétés armées privées.

Les combattants de ces guerres sont mobilisés au nom d'« identités ». Ces « identités » peuvent correspondre à des communautés plus ou moins identifiées préalablement au conflit, mais c'est le conflit lui-même qui va les cristalliser, les délimiter dans le sang ou l'exil. La guerre civile libanaise, et une génération plus tard la guerre civile syrienne commencent par des luttes entre des porteurs de projets politiques antagoniques et deviennent ensuite des affrontements « confessionnels ». Le chaos en République centrafricaine précède la séparation violente entre chrétiens et musulmans. Chiites contre sunnites, Serbes contre Croates, autant de divisions qui se développent bien plus pendant les crises qu'elles n'en sont les causes initiales.

Conséquence du caractère « identitaire » de ces conflits, la violence à l'encontre des civils en est constitutive. Elle est souvent d'autant plus forte que les communautés « identifiées » sont proches ou mêlées (par exemple la guerre en Bosnie-Herzégovine où les communautés étaient très mêlées a fait quatre fois plus de victimes que celle du Kosovo où les communautés coexistaient côte à côte). Les civils ne sont donc pas des victimes collatérales mais constituent le champ de bataille lui-même. L'exclusion, voire la « purification ethnique » (ou confessionnelle), allant parfois jusqu'aux massacres génocidaires (Tutsis du Rwanda mais aussi musulmans de Bosnie, yézidis d'Irak, etc.), ne sont pas des « bavures » mais les moyens d'atteindre les buts de guerre : la constitution de zones « homogènes ». En conséquence ces guerres produisent un nombre considérable de personnes déplacées et de réfugiés : la moitié de la population d'Abkhazie en Géorgie pendant la guerre de 1992-93, la moitié de celle de Bosnie-Herzégovine pendant la guerre de 1992-95, de la population irakienne depuis 2003, plus de la moitié de la population syrienne depuis 2011, etc.

Rivalités globales, régionales, locales… et le nucléaire ?

Nous vivons, *mutatis mutandis*, partout sur la planète, dans ce « marché global » sous l'emprise de néolibéralisme, bien plus que dans un empire régulé par une puissance ou un système de puissances unies (les États-Unis et leurs alliés), ou rivales (il n'y a pas d'équilibre régulateur des puissances en Moyen-Orient).

Or la dérégulation et la désétatisation néolibérales favorisent la dislocation. Tous les mécanismes de décomposition ne conduisent pas forcément à des conflits armés, mais c'est le cas quand les conditions sont réunies, par exemple des États en déliquescence, une situation économique de plus en plus dégradée, des failles historiques non réglées et l'inquiétude de

certaines communautés, et surtout quand un ou plusieurs des protagonistes d'une crise décident de passer à l'action armée.

L'addition de tous ces facteurs explique le chaos grandissant dans « l'« arc des crises », la région que les Américains appellent « MENA » (Middle East and North Africa), du Maroc au Pakistan, mais aussi en Afrique voisine (Sahel et Afrique centrale) et jusqu'aux zones périphériques de l'ancien espace soviétique.

La version « djihadiste » de l'islamisme radical s'étend dans ce contexte – notons que partout, les « djihadistes » se sont implantés et développés dans des situations de crises ouvertes et de guerres civiles qui préexistent à leur développement, que ce soit en Afghanistan, en Irak et Syrie, en Lybie, au nord du Nigeria, etc.

Dans ce contexte plus ou moins « disloqué », les rivalités régionales de plus ou moins grande ampleur s'affirment (par exemple au Moyen-Orient, la rivalité Arabie saoudite contre Iran). Grandes puissances et puissances régionales interviennent, plus ou moins directement, dans des conflits qu'elles n'ont pas provoqués.

Le nucléaire joue-t-il un rôle dans cette situation ? La période précédente nous a laissé un héritage dangereux. En aucune manière les armes nucléaires existantes ne peuvent contribuer à la stabilisation de la situation (à la manière du MAD, et des négociations de la période de tension Est-Ouest d'avant 1989). Cette situation peut entraîner de nouvelles menaces nucléaires.

On évoque le risque de dérapage OTAN/Russie dans le cadre du conflit en cours en Ukraine. La rhétorique de l'ancienne guerre froide y est largement sollicitée. Mais les incidents effectifs ou possibles de ce côté-là demeurent (pour le moment) limités, nous sommes (encore) loin de la crise de Cuba ! Les gesticulations en mer de Chine entre Chinois et Américains, Japonais et autres, ne signifient pas non plus (également pour le moment), d'escalade « nucléarisable ».

Pendant la guerre froide on mesurait la puissance par la comptabilisation des « têtes » nucléaires. Russes et Américains affichent toujours des quantités importantes, fruits de la période précédente, mais les Chinois par exemple ne cherchent pas en ce domaine une « parité ». Ils cherchent surtout à affirmer leur statut de puissance mondiale et à démontrer leur multicapacité stratégique. La course à la puissance se manifeste plus par la course aux armements conventionnels, plus ou moins sophistiqués,

En Iran, l'idée d'une dissuasion « à la française », pour sanctuariser le territoire national, les « intérêts vitaux », est ancienne (déjà sous le shah...), face à deux puissances nucléaires actives dans la région et hostiles (Israël et les États-Unis) et à deux autres puissances régionales nucléaires, non hostiles mais dont l'une l'a été dans le passé (Russie) et dont l'autre pourrait le devenir (un Pakistan contrôlé par des extrémistes sunnites). Or un Iran doté de capacités nucléaires militaires apparaissait d'abord comme un défi… aux voisins du Golfe arabo-persique. Les États du Golfe, à commencer par l'Arabie saoudite, ont évoqué la nécessité d'avoir un parapluie nucléaire, fût-il… israélien (*cf.* les déclarations de l'ancien chef d'état-major israélien Moshe Yaalon) et/ou de se doter de moyens propres, grâce à l'aide pakistanaise. L'accord sur le nucléaire iranien entre le P5+1 (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine + Allemagne) et la République islamique de juillet 2015, aux termes duquel l'Iran renonce à se doter des moyens de produire la bombe en échange de la levée des

sanctions, n'a pas levé les inquiétudes des pétromonarchies, bien au contraire. Craignant un lâchage américain, on évoque de plus en plus du côté saoudien la nécessité d'une assurance nucléaire, tandis que le royaume se lance dans une course aux armements conventionnels sans précédent – en 2015 le budget militaire saoudien, troisième du monde, était supérieur à celui des Russes !

Bombes sales, microbombes, terrorisme

On appelle « bombe sale » une bombe conventionnelle entourée de matériaux radioactifs et/ou chimiques ou bactériologiques toxiques (NRBC) destinés à être répandus en poussière lors de l'explosion. S'il s'agit d'éléments radioactifs, on parle de « bombe radiologique ».

Tout le monde bien sûr s'inquiète de la capacité de groupes comme Daech ou Al-Qaida de fabriquer ou d'acquérir une petite bombe A ou au moins des « bombes sales ». Yukiya Amano, le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), souligne qu'il suffirait de l'équivalent d'un pamplemousse de plutonium pour confectionner une bombe atomique *« rudimentaire »*, un scénario qui n'est aujourd'hui *« pas impossible »*. *A fortiori* il est possible de mettre au point des bombes sales avec des matériaux radioactifs d'origine militaire, mais aussi, plus accessibles, du nucléaire civil ou médical. D'après l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) 2 000 tonnes de matériaux utilisables pour la fabrication d'armes nucléaires (uranium enrichi ou plutonium) sont aujourd'hui présents dans les installations d'énergies nucléaires civiles. Et l'AIEA a répertorié près de 2 800 incidents relatifs à des trafics, possessions illégales ou pertes de matériaux nucléaires dans le monde ces vingt dernières années).

La question est suffisamment préoccupante pour que les principales puissances s'en préoccupent. Considérant en 2009 que *« le terrorisme nucléaire est un des plus grands dangers actuels pour l'humanité »*, Barack Obama a proposé la tenue régulière à partir de 2010 de Sommets pour la sécurité nucléaire (CSN) largement consacrés à ce sujet ; le quatrième a eu lieu à Washington les 31 mars et 1er avril 2016. Si les Russes ont décliné l'invitation, les chefs d'État et de gouvernement du Royaume-Uni, du Canada, de France, d'Italie, d'Argentine, du Mexique, de Chine, du Kazakhstan, du Japon, de Corée du Sud et d'Inde y participaient. Objectif : s'engager à contrôler toutes ces matières fissiles dangereuses.

Agir contre la menace nucléaire, pour la paix

La lutte pour la paix et la sécurité humaine, face aux nouvelles guerres de dislocation et à la montée des discours de guerre et des idéologies d'exclusion, est évidemment une question essentielle, mais qui dépasse le cadre de cette contribution.

Contentons-nous de souligner la nécessité de soutenir des efforts, au plan local comme international, pour progresser vers le désarmement nucléaire, entraver la prolifération, éviter que dans le contexte d'insécurité grandissante ne vienne s'ajouter le risque d'utilisation d'armes de destruction massive, et ne soit de nouveau brandie la menace nucléaire. Menace que l'on retrouve à nouveau dans les proclamations d'un Donald Trump qui a déclaré que les États-Unis doivent envisager l'utilisation de ces armes *« y compris en Europe ou au Moyen-*

Orient », d'un Vladimir Poutine qui annonce renforcer son arsenal de vecteurs, ou du nouveau ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman.

Interdire les essais nucléaires, c'est entraver la course aux armements. Or le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) n'est toujours pas entré en vigueur, bien qu'ouvert à la signature depuis 1996. De nombreux signataires importants ne l'ont pas ratifié, dont la Chine, les États-Unis, l'Égypte, l'Iran et Israël. La négociation d'un traité prohibant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires (traité Cut Off) est toujours en gestation depuis plus de quinze ans. La convention de l'ONU ENMOD (1978) interdisant les manipulations de l'environnement à des fins hostiles n'est toujours pas signée par la France ! (La signature de la France permettrait de relancer ce processus pour une convention plus inclusive.)

L'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN) n'est pas une simple déclaration d'intention. Une ZEAN crée un fait qui non seulement interdit le développement de programmes nucléaires par les États de la région concernée, mais aussi entrave l'introduction de telles armes par des acteurs extérieurs. Rappelons que des ZEAN ont été mises en place en Antarctique (traité de 1959), Amérique latine (traité de Tlatelolco, 1967), Pacifique Sud (traité de Rarotonga, 1985), Mongolie (1992), Asie du Sud-est (traité de Bangkok, 1995), Afrique (traité de Pélindaba, 1996), Asie centrale (traité de Semipalatinsk, 2006). C'est évidemment au Moyen-Orient que l'établissement d'une telle zone aurait le plus grand impact, même si elle n'existe qu'à l'état de projet en discussion entre puissances concernées pour la rendre possible… Elle a été proposée pour la première fois en 1974 par l'Égypte, elle a officiellement été demandée par l'Assemblée générale des Nations unies à plusieurs reprises – l'Assemblée générale d'octobre 2013 a d'ailleurs regretté que la réunion prévue par l'ONU à ce sujet en 2012 ait été « reportée ». Une mobilisation mondiale pour contrôler le nucléaire au Moyen-Orient et aller vers une ZEAN est un impératif pour la paix. Après l'accord P5+1 et Iran de 2015, il faut la réclamer !

***

Déclaration de Marrakech de la société civile et des mouvements sociaux africains et internationaux à l'occasion de la COP22

Marrakech, le 17 novembre 2016

Nous, mouvements sociaux marocains, maghrébins, africains et internationaux, rassemblés à Marrakech à l'occasion de la COP22, réaffirmons notre détermination à construire et défendre la justice climatique, et notamment à agir pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C – conformément à l'engagement pris à Paris par l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement.

Le monde ne peut pas attendre

Partout, les inégalités sociales se creusent, les droits régressent, les conflits et les guerres se multiplient ou s'enlisent. Nos peuples sont opprimés et la biodiversité s'éteint. Les

conséquences du changement climatique sont particulièrement fortes en Afrique et dans les pays du Sud.

Les records de chaleur, dépassés tout au long de l'année 2016, et la succession de cyclones, d'ouragans, d'inondations, de feux de forêt, de sécheresses, nous rappellent que le changement climatique est une réalité, qui affecte d'ores et déjà des centaines de millions d'entre nous – en particulier le flot de migrant.e.s arraché.e.s de leur terre et jeté.e.s dans les eaux au péril de leur vie. Nous savons que la différence entre 1,5°C et 2°C de réchauffement n'est pas mathématique mais est une question de vie ou de mort.

Les mouvements et les organisations de la société civile constatent que les négociations internationales sur le climat ne parviennent pas à déboucher sur les politiques indispensables, et considèrent donc que continuer de construire le mouvement pour la justice climatique est une priorité.

Nous dénonçons également la présence de multinationales polluantes et criminelles dans l'enceinte de la COP. Les COP ne doivent pas être transformées en opération de *greenwashing* par des gouvernements qui ne respectent pas nos droits et nos libertés.

Zéro fossile, 100 % renouvelables : notre horizon, notre lutte

Contenir le réchauffement climatique à 1,5°C implique de laisser les combustibles fossiles dans le sol, en commençant par les hydrocarbures non conventionnels. Nous appelons donc les dirigeant.e.s du monde entier à geler le développement de nouveaux projets fossiles et à engager la transition juste vers un futur 100 % renouvelable et démocratique. L'industrie fossile est engagée dans une bataille pour sa propre survie. Nous savons donc que nous devons nous mobiliser pour bloquer ses projets destructeurs, partout où cela sera nécessaire.

Nous devons également nous battre pour ne pas être dépossédé.e.s des alternatives : nous travaillons à une transformation sociale, écologique, féministe et démocratique et ainsi construire les emplois de demain.

Nous exigeons également un contrôle citoyen sur le Fonds vert, donc 50 % des financements doivent aller à des projets et stratégies basés sur les communautés et les écosystèmes.

C'est la seule voie pour sortir du modèle productiviste extractif, soumis aux règles du marché et ne pas tomber dans le piège de l'économie verte et des fausses solutions : notre avenir ne dépend pas de la main invisible du marché mais du pouvoir des peuples du monde entier.

Contre Donald Trump et son monde...

Certains utilisent la crise sociale pour justifier des politiques réactionnaires, conservatrices, racistes, sexistes, qui ne font qu'accroître les injustices climatiques. Donald Trump n'est que le dernier avatar de ce national-populisme autoritaire, qui menace en premier lieu les femmes, les personnes de couleur, les migrant.e.s, les musulman.e.s et les plus pauvres d'entre nous.

... un climat de convergence

Nous exigeons la libération immédiate de tou.te.s les prisonnièr.e.s environnementaux et la protection des défenseur.e.s de l'environnement, partout dans le monde.

De notre côté, nous nous engageons à œuvrer conjointement pour :

• instaurer des processus d'élaboration des politiques collectifs et concertés à l'échelle locale et territoriale pour garantir une participation citoyenne effective, faire entendre la voix de la société civile, et faire des législations nationales des vecteurs de justice sociale et d'émancipation permettant de garantir aux peuples la réappropriation des biens communs (la terre, l'eau, l'air, les semences), ce qui passe notamment par la défense de la souveraineté alimentaire ;

• concevoir et mettre en place un espace régional citoyen en intégrant en particulier l'espace africain, l'espace méditerranéen et celui des États insulaires qui reflètent l'ampleur et l'urgence à avancer dans nos combats communs pour la justice climatique.

Nos peuples souffrent mais nos luttes sur le terrain prennent de l'ampleur et la prise de conscience collective de la nécessité d'unité, de respect de la diversité et de complémentarité des modes d'action s'amplifie.

Nous sommes convaincu.e.s que les changements nécessaires sont profonds. Nous refusons que nos États se plient aux choix du libre-échange et permettent à des entreprises de se doter d'armes législatives leur permettant d'agir impunément et que les lois du marché puissent outrepasser l'accession aux droits pour toutes les femmes et tous les hommes, de défendre le droit des petit.e.s paysan.ne.s et pêcheur.e.s, et de toutes celles et tous ceux qui sont en première ligne de la construction d'un monde réellement juste et durable.

Nous n'attendrons pas les moments de négociation internationale pour nous réunir et travailler à notre convergence. Le travail se fait depuis longtemps, se poursuit et continuera sur le terrain et au niveau des mouvements de base qui luttent localement pour un autre système, un autre monde.

Nous tenons en particulier à affirmer notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui sont en première ligne de la lutte contre l'extractivisme : à Imider, à Gabès, à Aïn Salah, à Standing Rock, à Notre-Dame-des-Landes, et partout ailleurs. Nous sommes solidaires de la lutte du peuple palestinien pour sa liberté et ses droits à la terre et à l'accès à ses ressources.

Aujourd'hui, nous réaffirmons avec force et conviction qu'un autre monde est possible !

Petite bibliographie sommaire

- Sous la direction de Bernard Dreano, (*In)sécurités humaines, les luttes pour la paix au XXIe siècle*, éditions Non Lieu, Paris, 2015.
- Ben Cramer, *Guerre et paix… et écologie, Les risques de militarisation durable*, éditions Yves Michel, Gap, 2014.
- Alain Joxe, *Les guerres de l'empire global, Spéculations financières, guerres robotiques, résistance démocratique*, La Découverte, Paris, 2012.
- Pierre Conesa, *La Fabrication de l'ennemi*, Robert Laffont, Paris, 2012.
- Jacques Fath, *Penser l'après - Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde*, éditions Arcane 17, Paris, 2015.
- Bastien Alex, Alain Coldefy et Hervé Kempf, *Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense*, Rapport final EPS2013, IRIS, Paris, 2014.
- Jade Lindgaard, *La Crise climatique*, La Découverte, Paris, 2014.
- Maxime Combes, *Crime climatique stop !* Seuil, « Anthropocène », Paris, 2015.
- Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Coédition Actes Sud/Lux, Arles, 2015.

Et pour celles et ceux qui lisent l'anglais…

- Nick Buxton et Ben Hayes (dir.), *The Secure and the Dispossessed: How the Military and Corporations are Shaping a Climate-Changed World*, Pluto Press, TNI, Londres/Amsterdam, 2015.
- Tamara Lorincz, *Demilitarization for Deep Decarbonization: The Problems of Military Emissions and Expenditures*, International Peace Bureau, Genève, 2016, www.ipb.org
- Mark Akkerman, *Border Wars: The Arms Dealers Profiting from Europe's Refugee Tragedy*, rapport publié par le Transnational Institute TNI et l'organisation néérlandaise Stop Wapenhandel, Amsterdam, 2015.
- Mary Kaldor, *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, 1999, troisième édition augmentée, Polity Press, Cambridge, 2012.

Quelques sites en français

- **GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité :** https://www.grip.org/
- **Athena 21, le blog de Ben Cramer, journaliste, polémologue :** http://www.athena21.org/
- **L'observatoire des armements :** http://obsarm.org/
- **International Peace Bureau / Bureau international de la paix :** www.ipb.org
- **Association française des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW France) :** www.amfpgn.org
- **IRIS, Institut de Relations Internationales et Stratégiques :** http://www.iris-france.org/
- **Reporterre** : https://reporterre.net/

Cette publication réalisée par le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM avec la collaboration de l'Assemblée européenne des citoyens AEC/HCA-France est la deuxième d'une série « Guerres, armées, climats ». Un premier recueil de « rapports et documents pour le débat et l'action », *Les Crises climatiques et écologiques, conflits et tensions sociales* a été publié (par l'AEC) en décembre 2015.

Les armées, les fabricants d'armements, les producteurs d'hydrocarbures, les grandes entreprises transnationales de ce qu'il faut appeler le complexe militaro-sécuritaire tirent argument des crises actuelles et des conflits et tensions que prooquera le changement climatique pour augmenter certaines activités, planifier leur développement futur, très loin de ce qu'il faudrait faire pour lutter contre le changement climatique et souvent à l'inverse de ce qui assurerait la sécurité humaine.

Quant aux activités militaires proprement dites, telles qu'elles sont développées par les principales puissances, telles qu'elles sont annoncées dans les projets futurs, elles contribuent en soi, et de manière non négligeable à l'échelle planétaire, aux émissions de gaz à effet de serre – mais jusqu'à présent, ces émissions militaires se perdent dans l'atmosphère sans être comptabilisées au débit de quiconque, notamment des quelques pays qui en sont responsables.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de Jean Desessard, sénateur de Paris.

CEDETIM 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Avec le concours de

ASSEMBLEE EUROPEENNE DES CITOYENS

AEC/Helsinki Citizens' Assembly – France